

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné, passé à la reconnaissance de caractère et relu ces 2 textes en avril 2012. Nous les avons également féminisé.

Il s'agit de 2 articles autour des luttes autonomes en Italie durant les années 70 tirés de la revue anarchiste française « Noir & Rouge » (pas celle des années 1950 à 1970, mais celle, homonyme, qui parut de 1986 jusqu'en 1994 apparemment). Le premier article est paru dans le N°9 (juin - juillet - août 1988) de cette revue, le deuxième fut publié dans le N°10 (octobre - novembre 1988).

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

## Vingt ans après... L'ITALIE

# DU « GRAND SOIR » AUX RÉVOLUTIONS MOLÉCULAIRES

*À L'HEURE où «notre» petit monde politique se penche sur le passé récent de la France et «célèbre» mai 68, nous avons choisi de porter notre attention sur un pays voisin — l'Italie — pour voir comment il a vécu les deux dernières décennies. Voici donc la première contribution sur ce sujet, apportée par Oreste Scalzone (1)— d'autres analyses devant suivre dans les prochains numéros de Noir et Rouge \**

**NR : Quelle analyse fais-tu de la situation politique et sociale italienne depuis deux décennies?**

**O :** Il y a eu en Italie un long cycle de luttes sociales avec, au centre, la lutte ouvrière, c'est-à-dire un processus rampant pendant plusieurs années — alors que la France a vécu un phénomène bref d'une extrême intensité que l'on peut qualifier de «préinsurrectionnel», entre mai et juin 68 (même si des mouvements, en 1973 et 1974, sont apparus comme des séquelles de 68)...

En Italie, **juillet 1960** marque un tournant : c'est la fin des années dites de la «reconstruction», donc d'une accumulation capitaliste sauvage, et un moment de crise politique. L'événement qui déclenche une réaction en chaîne, c'est l'entrée du parti néofasciste dans la majorité parlementaire, et la réponse populaire — en fait, non autonome, et donc encore chapeauté par le Parti Communiste — se traduit par la tentative d'empêcher le congrès du MSI (le parti néofasciste) à Gênes, et s'étend ensuite à toute l'Italie. C'était un mouvement plutôt politique; comportant déjà des éléments de rébellion à l'ordre social existant. Cela a débouché sur les années dites « du centrisme au centre gauche », donc sur l'ouverture d'une phase réformiste, au début des années 70, avec le «miracle» italien, le boom économique. Le système capitaliste tentait de développer la consommation intérieure, de faire une politique keynésienne en augmentant les salaires pour accroître la demande intérieure et donc la croissance. Avec la fin du centrisme et la venue du centre gauche, il y a eu une complète intégration du Parti Socialiste au gouvernement et le début d'une certaine dialectique avec le Parti Communiste lui-même, toujours dans l'opposition.

**1962** est une date historique: c'est un moment d'indépendance effective, d'autonomie de certaines couches ouvrières, avec la première grande lutte depuis la Libération, et depuis l'occupation des usines en 1920, à Turin. Cela a commencé à Milan, avec les grèves sauvages des électromécaniciens organisées hors du contrôle syndical; puis à Turin, avec des manifestations et des grèves à la Fiat. L'émergence d'une couche de jeunes prolétaires «extrémistes» qui, à Piazza Statuto, place bien connue de Turin, donne l'assaut au siège du syndicat jaune de l'UIL (Union Italienne du Travail, équivalent à FO comme origine et caractère : ce syndicat, ainsi que le syndicat patronal de la FIAT [SIDA], avait signé un accord séparé avec l'entreprise et cassé ainsi le front de grève).

Cette action est violemment condamnée par les syndicats CGL (équivalent de la CGT française – Note du CATS) et le Parti Communiste, qui parlent de «délinquants», «voyous», «hooligans», etc

Ensuite, il y a une baisse des luttes ouvrières, mais encore ici et là des grèves... Dans les années 50, les

luttEs, très dures et très violentes (avec pas mal de mortEs aux piquets de grève), étaient pourtant essentiellement défensives : les postes de travail, l'occupation des terres dans le Midi... Dans les années 60, au contraire, elles prennent un caractère offensif. Des luttEs étudiantes commencent dans les facultés, en architecture, et cela aboutit, après deux années vraiment noires caractérisées par l'absence de luttEs, à **1967**, où les luttEs ouvrières ont un contenu très intéressant : l'unification des intérêts matériels de classe. Il existait des « zones salariales » : un ouvrier touchait un certain salaire à Milan, moins à Rome, encore moins en Sicile, etc. C'était dans le contrat de travail. Il y a eu des revendications pour uniformiser les différents niveaux de salaire, ce n'était donc pas seulement sur un contenu matériel que portaient ces luttEs, mais sur un contenu d'unité de classe.

La même année ont commencé les grèves et les occupations d'université. Ensuite, 1968, l'année de la révolte étudiante avec des épisodes de luttEs ouvrières intéressants. Des piquets de grève à la Fiat se sont affrontés à la police au printemps. Les ouvrierEs de Valdagno (usine modèle du réformisme, du paternalisme patronal) ont, au cours de manifestations, cassé la statue du patron, Marzotto, qu'ils/elles ont traînée dans la rue — un peu comme à Budapest, en 1955, on a fait tomber la statue de Staline...

Je ne m'attarde pas sur 68 : ce fut un énorme printemps mondial qui commença de la côte Ouest des États-Unis en passant par l'Europe de l'Ouest; l'Europe de l'Est avec la Yougoslavie, Prague; et même, d'une certaine façon, le mouvement des gardes rouges en Chine, malgré le contrôle politique qu'il supposait. Puis le Japon... On retrouvait partout les mêmes composantes : attaque du système, de la structure de l'université considérée comme archaïque... L'accès de l'université à celles et ceux qui sortaient des instituts techniques (équivalent des LEP ici) a entraîné une prolétarianisation des étudiantEs. Cela a beaucoup changé la structure de l'université et a correspondu à la vague de luttEs anti-impérialistes, tiers-mondistes, anti-autoritaires... Mélange de revendications qui a eu un caractère très différent de la France, parce que l'Italie, comme l'Allemagne, est un pays décentralisé. Elle ne possède pas ce grand nœud qu'est Paris, ce qui offre des avantages, mais rend aussi plus difficile de relier les luttEs existant dans les différentes villes.

**1969** a vu l'irruption sur la scène politique des ouvrierEs, et surtout de ce qu'on a appelé l'« ouvrier-masse » (l'équivalent des O.S. en France), différent de l'ouvrier professionnel des années 20. Cette catégorie d'ouvrierE de l'usine taylorisée, «fordisée», comprenait une très forte proportion d'émigrantEs du Sud. Car ce qui correspondait aux Maghrébins et aux Noirs de Billancourt, en France, était en Italie les Italiens du Sud. À un moment, à Flins, il y avait 153 nationalités, ce qui posait quelques problèmes de communication et n'aidait pas à s'organiser. L'avantage, en Italie, c'est que, malgré les différents dialectes, la communication ne posait pas de problème. Les immigréEs intérieurEs italienNEs étaient moins victimes de chantage parce qu'ils ne pouvaient pas être expulséEs... Ce déplacement énorme de main-d'œuvre à l'intérieur du pays a radicalisé les luttEs, et l'on a assisté au renversement de ce que l'on a appelé la « vieille tradition ». Idée selon laquelle les immigréEs étaient toujours disposés à travailler dans les pires conditions et risquaient d'être «légerEs» dans certaines luttEs. En France, on a ainsi vu, à Aiguës-Mortes, des prolétaires massacrer des ItalienNEs (en 1893, 8 morts et des dizaines de blesséEs parmi les italiennEs travaillant dans les salines – Note du CATS) qui faisaient de la concurrence déloyale, par nécessité, sur le marché du travail... Or, les gens du Sud ont été à la tête des luttEs parce qu'ils/elles vivaient des contradictions plus radicales, à l'usine mais aussi dans leur vie quotidienne, pour trouver un logement, vivre avec leur famille, etc.

**NR : À l'inverse de la classe ouvrière du Nord, le Parti Communiste ne les encadrait pas...**

**O :** Oui... On retrouvait le caractère illégal, spontanément violent et un peu «insurrectionnel» de certaines luttEs paysannes, des ouvrierEs agricoles, et même des paysanNEs pauvres qui, à la fin des années 60, avait presque disparu. Mais dans les années 50, il y avait eu des mortEs dans des occupations de terres, surtout en Sicile, dans les Fouilles...

Au printemps 1969, tout a tourné autour de la FIAT. Il y a eu une accélération des luttEs. Cela a commencé le 29 mai. D'un coup, les chaînes de la FIAT se sont arrêtées. Il y a eu des grèves sauvages sur des revendications concernant les conditions matérielles : l'augmentation des salaires, la diminution du travail. On disait à l'époque : Plus d'argent et moins de travail pour faire baisser le degré d'exploitation. Nous, même si l'on était dans la composante dite operaïste et qu'on nous traitait d'«économistes», on considérait que de telles luttEs avaient une énorme valeur politique, parce qu'elles rendaient impossible ce que les politicienNEs appelaient la « politique des revenus », c'est-à-dire une planification, une

concertation sous la houlette de l'État (surtout qu'en Italie le capital public est très fort), une concertation sur un certain degré de croissance, toujours très lié à la croissance de la productivité, etc. Or, ces luttes nouvelles cassaient le rapport entre dynamique des salaires et dynamique de la productivité.

Étant donné l'importance de la FIAT pour la classe ouvrière, c'est devenu un mouvement de lutte de toute cette classe, d'autant qu'il se déroulait à quelques mois de l'ouverture des luttes contractuelles — au moment de l'échéance des contrats de travail des métallos. L'automne a été chaud, avec une permanente partie de bras de fer entre les luttes autonomes (face au capital, à l'État, aux partis politiques...) et les syndicats tentant de reprendre en main la situation. Le niveau d'autonomie était poussé par différents groupes radicaux... Le processus d'unification des syndicats métallos s'est amorcé à ce moment là avec la naissance de la FLM, Fédération des travailleurs/euses métallurgistes : Ils ont essayé de « chevaucher le tigre », de récupérer le mouvement avec une remarquable habileté, en laissant tomber les commissions internes, vieilles structures de la représentation ouvrière élues par vote, et en construisant les conseils de déléguéEs, une structure beaucoup plus large, enracinée dans l'usine, avec des déléguéEs de tous bords... Cette structure était ambiguë, comme le shop-steward, en Angleterre : elle avait une face autonome et une face de contrôle syndical. Beaucoup de groupes estimaient que leurs militantEs ouvrierEs devaient devenir déléguéEs dans les conseils syndicaux et/ou ouvriers. Les conseils des déléguéEs ouvrierEs, de toute façon, étaient une structure à double sens avec un effet de feed-back qui permettait aux syndicats de rester majoritaires. Nous, nous étions contre l'adhésion au syndicat institutionnel, et pour la création de comités de base, autonomes, d'action. Cependant, nos militantEs ouvrierEs ne démissionnaient pas des conseils de déléguéEs...

En **1970**, on est passé de la lutte dans les usines ou les écoles à la lutte sociale, sur le terrain des loyers, des factures d'électricité, etc. Il y avait une inflation générale des prix, donc on essayait de se battre en occupant les maisons, en squattant. On faisait des autoréductions. Souvent — mais cela s'est passé plus tard — des jeunes prolétaires ont organisé des descentes dans les supermarchés; ou bien on a essayé de fixer de nouveaux prix, basés sur la moitié de ceux affichés dans les grandes surfaces, à partir de « décrets prolétaires ». On a fait des piquets.... Une sorte de pédagogie pratique de masse pour les jeunes; puis on s'est attaqué au problème de l'État.

Au début des années 70, notre pratique de lutte avait été assez de type « anarcho-syndicaliste ». Après, il y a eu un réexamen de l'insurrectionnalisme léniniste, par exemple. On a affronté, au niveau des masses, le problème de la violence dans un pays où, côté étatique et institutionnel, elle était assez banalisée. En France, on parle de Charonne, de la nuit des Algériens... Mais en Italie, après la Libération, donc sous la République démocratique, 170 assassinats ont été commis dans les années 50 à 60 par la police, à l'occasion de manifestations sociales et politiques... On a eu plusieurs dizaines de mortEs dans le mouvement post-68, avant que ne commencent les expériences de lutte armée; 120 à 130 mortEs à des barrages de police — la police tirant lorsque quelqu'un ne s'arrêtait pas; des centaines de mortEs à la suite de l'explosion de bombes, comme à Piazza Fontana, jusqu'à la gare de Bologne (attentats d'autant plus graves que les fascistes servaient de main-d'œuvre aux services secrets de l'État)... Ainsi la violence était pas mal banalisée. Il en est résulté une très large tendance au développement de différentes formes de violence organisée, donc de lutte armée. Dans des groupes comme la Sinistra proletaria (Gauche Prolétarienne), qui a ensuite évolué et fondé les Brigades rouges, il y avait une théorie de l'organisation armée clandestine comme « fait stratégique ». Mais des mouvements, des groupes de prolétaires, d'étudiantEs, de quartier, cherchaient aussi à s'organiser ainsi. Pour trois raisons, si on schématise :

► L'affrontement très dur avec la structure hiérarchique dans l'usine, des petitEs cheffEs jusqu'aux cadres. En 1974, après la crise dite du Kippour, du pétrole, etc., quand a commencé la restructuration dans les usines, les ouvrierEs ont poussé à des formes de lutte armée. Contre les contremaîtres, la maîtrise. Les gens s'organisaient donc sur leur terrain : ouvrierEs contre hiérarchie; féministes contre médecins refusant l'avortement gratuit et jouant les objecteurs de conscience, tout en faisant des avortements clandestins à des prix exorbitants...

► La réaction, la réflexion sur le coup d'État au Chili. Le Parti Communiste est arrivé à la conclusion que même avec 51 % des voix, on ne pouvait créer une alternative, et qu'il fallait donc se mettre d'accord avec la Démocratie Chrétienne pour créer une coalition. Dans cette situation, beaucoup de militantEs ont pensé qu'il fallait faire comme le MIR, au Chili...

► Le problème de l'autodéfense, contre le fascisme, etc.

Un véritable mouvement armé en a découlé. Les chiffres le prouvent. Au début des années 1981-1982 : 5

000 prisonniers politiques pour faits de terrorisme, 20 000 inculpés, un millier de gens en cavale, je ne sais combien arrêtéEs, touchéEs par des enquêtes policières. Cela ne représente pas un groupe comparable à Action Directe, ou même à la RAF allemande : c'est un phénomène de masse... Sans être la majorité de la population, évidemment, mais il n'y avait pas une coupure nette entre mouvement social et lutte armée... C'était nuancé, avec différents degrés d'extrémisme, même si la gauche officielle ou le gauchisme institutionnel qui a choisi une voie électorale, après 1976, l'ont toujours caché. Ils ont déliré sur les provocations, sans jamais analyser le phénomène, qui, même s'il était une erreur, était réel et naissait des contradictions sociales comme des mélanges idéologiques compliqués...

Il n'y a pas eu de grande implantation d'une mouvance proprement libertaire, même s'il existe en Italie des fiefs très forts, comme Carrare. Dans le mouvement post-68, la mouvance marxiste-léniniste était très forte, et aussi l'operaismo (pour résumer, la mouvance à laquelle j'appartenais, née au début des années 60, avec la revue *Cahiers rouges*, ensuite avec la revue *Classe operaia*, puis *Potere operaio*. Il existait un groupe « de masse », Lotta continua. Celui-ci était beaucoup moins précis et créatif que Potere operaio sur le plan théorique, mais beaucoup mieux implanté. Potere operaio et Lotta continua sont difficiles à situer dans une classification historique : anarchistes, ou trotskistes, ou M.L, Enfin, on n'était pas marxistes-léninistes, mais on avait une sorte de culture de frontière, une tradition disons libertaire, et aussi des éléments du léninisme, même si c'était un léninisme hérétique, en dehors de la tradition bolchévisante...).

En 1977, on voit encore un grand mouvement de jeunes prolétaires précaires, chômeurs/euses — pas les chômeurs/euses classiques, qui pleurent, cherchent du travail, mais des gens un peu marginaux/ales, ayant une certaine faculté d'adaptation, de démerde... Leur chômage était même un choix quelque part. Il existait un secteur de force de travail intellectuel précaire. Ces couches se sont opposées au mouvement des ouvrierEs occupéEs, qui avaient été plus ou moins repris en main par les syndicats. Des syndicats qui menaient, dans les années de l'unité nationale, du compromis historique, une politique carrément barriste (référence à Raymond Barre qui fut premier ministre en France à la fin des années 70 – Note du CATS). L'austérité au niveau syndical, la rigueur... Il y a eu coupure non seulement entre extrémistes et réformistes, mais aussi entre les grands pôles de la classe ouvrière occupée et cette espèce de nouveau prolétariat.

Negri — un militant de ces années-là avec lequel j'ai eu par la suite des dissensions radicales au sujet de la ligne de conduite face à la répression, à la prison..., mais que je considère comme très important du point de vue de l'élaboration théorique dans les années 60-70 — Negri, donc, avait appelé « ouvrier social » ce nouveau sujet exploité qui dépassait les limites entre l'usine et le social dans une phase du développement capitaliste où toute la société fonctionnait un peu comme l'usine...

Après 1978 a commencé le déclin de ce type de mouvements. 1973 à 1978 ont été les années de l'Autonomie Ouvrière, qui n'était pas le fait d'une organisation unique, mais d'une mouvance avec de nombreux groupes se concurrençant. De leur côté, en 1978, les Brigades rouges ont essayé de foncer et de se poser vraiment en terme d'avant-garde de parti, comme le prétendait la composante marxiste-léniniste de leur culture... Ils ont essayé d'hégémoniser ce type de mouvement qui s'était beaucoup radicalisé. L'action Moro, c'était un peu cela : une action d'hégémonie. La décision de tuer Moro a été une victoire à la Pyrrhus. De toute façon, à cette époque, les Brigades rouges attiraient beaucoup de monde provenant de la météore autonome, mais pour quoi faire? Pour se trouver face à une contre-offensive répressive énorme...

Certains discours faisaient commencer la répression avec le **7 avril 1979**, la date de la grande rafle contre le groupe dirigeant, historique de l'autonomie — dont Negri, moi et d'autres —, alors que des militantEs des groupes armés étaient tombéEs auparavant... Mais il est vrai que 1979 a été un tournant... Avant, des gens allaient en prison parce qu'ils/elles étaient arrêtéEs sur la base d'« enquêtes de police », alors qu'en 1979, on a appliqué une théorie militaire du général Délia Chiesa qui disait : « Il y a le poisson, qui est le groupe armé (Brigades rouges, Prima linea, etc.) et il y a l'aquarium, qui est l'Autonomie... On va enlever l'aquarium et attraper le poisson. » Ensuite, il y a eu des juges paranoïaques qui ont théorisé des « complots » invraisemblables et inventé une direction générale secrète de l'ensemble des groupes armés et de toute l'Autonomie...

Vers 1980 vint la défaite du mouvement de classe en Italie. Ce mouvement était désorienté, récupéré par les syndicats, attaqué par la restructuration capitaliste sauvage, l'automation, la robotisation... Il a tenté d'occuper la FIAT, dans un dernier sursaut qui, cette fois, a été soutenu par le Parti Communiste, mais

trop tard. C'était une lutte contre les restructurations, donc condamnée à la défensive. L'entreprise mettait à disposition 1 000 ouvrierEs, qui, sans travailler, percevaient un certain pourcentage de leur salaire pendant une période... Face à cette situation, le PCI, les syndicats, les groupes qui étaient partis les premiers... et la classe ouvrière se sont cassés la gueule. Et les luttes ont décliné; mais elles ont une vie cyclique... Beaucoup ont interprété la situation comme la fin de tout, alors que les mouvements recommencent toujours d'une façon inattendue, avec des protagonistes et des formes d'organisation différents. Mais parfois ces creux de vague peuvent durer des années... Cela a été le triomphe d'une certaine idéologie hyper-individualiste, du cynisme... dans les années 80, d'une façon peut-être encore plus déchirante qu'en France — parce que la différence avec la décennie précédente était tellement plus grande!...

Il y a eu, entre autres, la défaite de toute l'implantation de la lutte armée. Les groupes idéologiquement «irréductibles», qui pensent que, pour réaliser la déconfiture de la classe ouvrière, l'État a dû passer par celle des groupes armés, croient ainsi être un peu le nombril du monde... ou que leur défaite a été la conséquence de la défaite ouvrière. Ce n'est pas mécanique, même s'il y a des interdépendances...

On en arrive à l'État d'urgence... Comme je l'ai déjà dit, l'«urgence» antiterroriste, en Italie, dure depuis 1977 avec la création des QHS, et surtout depuis 1979 avec une réelle répression du secteur social, une criminalisation progressive de nombreuses activités ni clandestines ni même radicales. Les chiffres que j'ai cités plus haut donnent la dimension du problème. L'État d'urgence est devenu une façon de gouverner. Il a été le trait d'union, l'idéologie de la classe politique, dans un pays où il n'existe pas de cassure gauche/droite comme en France, mais une union des forces politiques dans le système des partis, avec évidemment des nuances... En Italie, il y a une grande autonomisation du politique...

L'«urgence» a produit des modifications radicales dans ce que les juristes appellent le « niveau de civilisation juridique (2) » d'un pays. Déjà, en Italie, l'ordre judiciaire était compliqué. Subsistait le Code pénal des années du fascisme (le Code Rocco qui est, dans sa philosophie, « vieux libéral », avec un noyau dur de théorie fasciste du pouvoir — le chapitre des délits et crimes commis contre la personnalité intérieure de l'État : tentative d'insurrection, constitution de bande armée, d'association subversive, de guerre civile, etc.). Mais il y avait eu une certaine libéralisation, sous la pression du mouvement des années 70, au niveau des procédures pénales (il n'était plus possible, par exemple, d'être gardé à vue en l'absence d'un avocat...). On est revenu complètement là-dessus et, de plus, la pièce maîtresse de ce bouleversement juridique a été l'introduction dans le droit pénal de lois qui établissent une différenciation typologique des gens au niveau pénitentiaire et judiciaire... Cela commença avec la loi sur les repentisEs, qui est la plus honteuse mais, à la limite, la moins dangereuse. Les «repentisEs», c'est un phénomène vulgaire, grossier, qui existe partout. Les «dissociésEs», c'est beaucoup plus crédible, moins sale, comme phénomène, et de ce fait très insidieux. La loi sur les repentisEs revenait à donner la liberté ou la quasi-liberté à des gens qui, en échange, dénonçaient d'autres gens, tandis que la loi sur la dissociation — mise en pratique par les tribunaux bien avant son approbation en 1987 — offre une série d'avantages en échange d'une dérive, d'un glissement culturel rappelant un peu les procès de Moscou : il faut admettre sa culpabilité, donc confirmer les thèses de l'accusation, salir sa propre identité, son passé ou le passé des autres... On peut changer d'idées. À mon avis, c'est même très positif. Mais là il ne s'agit pas de changer d'idées. On peut avoir été pour la lutte armée et dire qu'elle n'est pas bonne dans la situation historique... mais par pour obtenir des primes. Et, surtout, changer d'idée, c'est une chose, mais renier toute légitimité... On peut dire : « Je me suis trompé »; c'est différent de dire : « Nous étions des salauds! » Là, il y a abjuration, reniement...

Un État comme l'État italien qui était démocratique, au sens bourgeois du terme, ne pouvait se permettre 5 000 prisonniers politique : cela représente beaucoup de monde... Avec les familles, les amis, cela fait des centaines de milliers de personnes, c'est invivable pour une société de ce type. Il fallait donc trouver une solution.

Je n'ai jamais pensé que parler d'amnistie était révolutionnaire; mais l'issue traditionnelle, pour des politiques d'État, c'est de toute façon d'arriver à une amnistie. La dissociation a permis à l'État de trouver une solution au rabais en évitant cette porte étroite. C'est cela, la conséquence la plus grave de la «dissociation». Il y a une espèce de génocide culturel, ainsi qu'ils l'ont appelé, un reniement, une allégeance à l'État et à l'ordre établi, une désolidarisation des autres, une recherche de privilèges... Mais le plus grave, c'est que la «dissociation» s'est constituée comme une mouvance anti-amnistie... même si on fait mine de ne pas le voir...

**NR : Venons-en à l'amnistie, justement. Quand est née cette idée et comment a-t-elle été accueillie?**

**O :** Des copains (tels que Franco Piperno [ex-leader de Potere operaio]) et moi avons été presque seuls à parler de lutte pour l'amnistie, au début des années 80 Et cette idée est restée hyper-minoritaire jusqu'à l'an dernier. Pendant toutes ces années, on s'est battu pour proposer aux camarades d'assumer l'amnistie comme perspective et terrain de lutte revendicative face à l'État. Et, d'un côté, les gens les plus «idéologiséEs», les plus attachéEs au passé, qu'on appelle «irréductibles», ont dit : « Non, parce que demander une amnistie, c'est supplier l'État, se rendre à l'État », etc. Et, de l'autre, les « dissociéEs » ont dit : « Non, l'amnistie, c'est de la folie; il faut faire sortir les bonNEs, les innocentEs, les dissociéEs... »

Au début les premierEs étaient nombreux/euses, nous, on était un tout petit groupe au milieu; les dissociéEs étaient très peu. Puis, progressivement, la plupart des «irréductibles» sont devenuEs des «dissociéEs»; ils/elles ont donc continué à attaquer la ligne de l'amnistie, mais pour des raisons et avec des arguments diamétralement opposés à ceux d'antan...

L'amnistie, c'est une revendication élémentaire, tactique — comme parler d'augmentation des salaires, ce n'est pas faire la révolution... on sait bien que la révolution, c'est la fin du salariat... mais on lutte quand même pour un salaire plus élevé. Récemment, le groupe le plus connu parmi les fondateurs des Brigades rouges (Renato Curcio, Mario Moretti) a pris position en faveur d'un combat pour l'amnistie (3). Dans une certaine gauche intellectuelle, comme Il Manifeste de Rossana Rossanda [ex-dirigeante du PC, figure de l'extrême gauche], d'autres gens ont effectué un spectaculaire revirement — en abandonnant la position de soutien à la «dissociation» pour rejoindre celle de l'amnistie. Même Negri — j'en suis très attristé, mais je continue à être «polémique» envers lui, car c'est un peu lui qui a inventé cette idée de la «dissociation»... Maintenant, lui et ses copains/ines affirment eux/elles aussi : « Il faut se battre pour l'amnistie... » Mais on n'est pas pour autant d'accord avec eux/elles. Non parce qu'on veut faire un procès au passé, mais parce que, si l'on est pour l'amnistie, on ne peut en même temps demander à bénéficier de la loi sur la dissociation ! Et la position du groupe Negri est : D'accord pour l'amnistie mais, pour nous qui l'avons demandé, que soit appliqué le bénéfice de la loi sur la dissociation... C'est trop contradictoire ! De plus, demander simplement l'amnistie, ça ne sert à rien! Il faut inventer des parcours de luttes... essayer de lier cette problématique aux futurs mouvements sociaux. Alors, on est un peu au point mort.

**NR : L'amnistie ne peut s'obtenir que par un rapport de forces. C'est dans la logique de l'État de favoriser l'individualisme et la «dissociation» se comprend comme cela; alors que l'amnistie est une mesure collective...**

**O :** L'État aurait peut-être pris une disposition de ce type, s'il s'était trouvé devant 5 000 personnes déterminées réclamant l'amnistie... Mais là c'est foutu, parce que ça s'est passé comme ça ! Et je ne crois pas qu'on puisse convaincre l'establishment politique. Il faut donc essayer d'être prêts à proposer ce type de problématique à des mouvements nouveaux.

**NR : Et dans les partis politiques, y a-t-il eu des prises de position ?**

**O :** Curcio à qui j'écris souvent était récemment très euphorique. La revue *Anni settanta* (Années 70) — faite par un groupe d'ancienNEs détenuEs, notamment des Brigades Rouges, et à laquelle nous avons participé, en envoyant des lettres, des textes collectifs — avait organisé une conférence de presse le 13 janvier à Rome, avec les responsables de la commission Justice du PS et du PC, un ancien secrétaire et président de la Démocratie Chrétienne, etc. Il y avait donc là une certaine ouverture (4).

Mais les signes sont contradictoires : par exemple, mon ami Franco Piperno — qui, en rentrant en Italie [volontairement, le 17 janvier 1988, après avoir passé cinq ans au Canada], avait déclaré : « J'ai été un subversif et je le reste... Je suis pour l'amnistie pour tous/tes », a fait l'objet d'une féroce campagne dans la presse (très contrôlée et conformiste en Italie)... De plus, dernièrement, il y a eu l'attentat, revendiqué par les « Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant » issues des Brigades Rouges, qui n'a aucune signification sociale, parce qu'il n'existe aucune symbiose avec ce groupe et le social ! Faire un mort par an : je n'arrive pas à voir quelle qualité révolutionnaire on peut attribuer à ce type de pratique ! Depuis trois printemps, ils/elles répètent ce genre d'action, puis ils/elles disparaissent... Bien sûr, les opportunistes disent que les actions violentes provoquent toujours et seulement des réactions violentes de la part de l'État. Ce n'est pas «évident» qu'il en soit toujours ainsi; dans d'autres contextes, il peut y avoir des issues différentes.

Mais la poursuite d'actions armées aujourd'hui ne produit que deux effets : d'un côté, rallier tout le monde contre l'ouverture même d'une discussion sur l'amnistie; de l'autre, peut-être, construire un petit parti de quelques dizaines de personnes...

**NR : Revenons sur l'amnistie. Tu admetts qu'elle est surtout une question de rapport de forces?**

**O :** Oui !

**NR : Alors, finalement, tu rejoins certains de ses détracteurs/rices qui, comme Bonanno... refusaient il y a quatre ou cinq ans l'amnistie au rabais?**

**O :** À l'époque, je ne parlais même pas d'amnistie, c'est pour cela que je ne posais pas le problème du rapport de forces. Je faisais une campagne préalable sur le thème : « Camarades, réunissons-nous sur le terrain de l'amnistie. » Maintenant qu'il y a un nombre suffisant de gens, soit on se pose le problème du rapport de forces, soit l'amnistie ne se fera jamais, ou bien elle deviendrait une dissociation bis...

**NR : Si l'État ne se sent plus en danger, il peut l'accorder pour améliorer encore son image de marque. Sinon, elle ne peut être qu'arrachée...**

**O :** Je crois que le rapport de forces est un résultat complexe, pour lequel beaucoup de choses jouent. On peut même jouer sur les contradictions de l'opinion.... Si 100 intellectuelLES italienNES signaient un appel pour l'amnistie, je ne cracherais pas dessus!

On a déjà eu des dissensions à ce sujet. Je proposais une action très symbolique : en Italie, le référendum est appliqué pour abroger des lois quand on a recueilli 500 000 signatures. Mais il existe aussi la loi d'initiative populaire. Une loi peut, selon la Constitution, être présentée par le gouvernement, par unE députéE ou un groupe de députéEs, ou par 50 000 citoyenNES qui signent un texte. Je n'ai jamais pensé entrer dans ce genre de processus... parce que de toute façon la loi mourra en commission parlementaire. Mais si on lance une campagne consistant à recueillir 50 000 signatures sur un texte, cela fait de l'agitation! C'est l'amorce, peut-être pas d'un mouvement, mais au moins d'un « lobby d'opinion »... J'avais pris contact avec des monstres sacrés de l'intelligentsia italienne, le psychanalyste Cesare Musatti, le romancier Alberto Moravia, le philosophe-épistémologue Ludovico Geymonat et d'autres. Ils étaient prêts à signer un texte d'appel pour une amnistie. Mais d'autres ont dit : « C'est encore risqué, il n'y a pas assez de gens... » L'idée est tombée à l'eau.

**NR : Celles et ceux qui contestaient, et contestent toujours, cette notion d'amnistie se basaient aussi sur le fait que c'était admettre la fin de quelque chose.**

**O :** Oui, mais je pense que si la contradiction de classes (ou « la contradiction entre les gens qui se révoltent ») et le et le système (ou « l'État ») ne se termine évidemment jamais, elle connaît des cycles, des victoires mais aussi des défaites... Par exemple, dans les années 50, l'exploitation existait, mais les luttes se situaient au niveau défensif. À partir de 1962, une vague de luttes a duré jusqu'en 1981, mais après il y a eu une défaite. La défaite ne signifie pas forcément la fin de la lutte de classes. Mais on ne peut dire qu'elle n'existe pas pour l'exorciser. Les exploitésEs restent des exploitésEs, les exploiters/euses des exploiters/euses, même s'ils/elles changent de formule, de type, de forme.

Cela dit, en dehors du problème de l'amnistie, j'ai remis en cause les théories de ladite « lutte armée stratégique » et rejoint des positions néo-libertaires... En même temps que survenait notre défaite en Italie et, plus largement, celle des générations ouvrières, il y a eu d'autres phénomènes : la démonstration définitive du caractère contre-révolutionnaire du socialisme réel, par exemple. Vous me direz : « C'était déjà clair depuis Cronstadt... » D'autres diront que c'était clair depuis plusieurs périodes... chacunE ayant ses références. Mais à l'époque c'était de petites élites qui en avaient conscience,, Depuis dix ans (avec tout ce qui s'est passé en Chine, en Indochine, au Cambodge, en Pologne), ce sont les masses qui ont clairement à l'esprit ce qui s'est passé...

À mon avis, l'hypothèse de la « révolution politique », au sens bolchevique — donc l'idée que le processus révolutionnaire est : la constitution de l'avant-garde, la rupture révolutionnaire au niveau d'un État, la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat, la construction d'un nouvel État — est absolument à refuser...

Il faut faire une critique radicale de la Politique (avec une majuscule) comme terrain de la représentation... Il existe la représentation réformiste, bourgeoise; l'avant-garde en est une autre forme.

Il faut repenser le mot révolution, au sens anthropologique et social. J'ai dit aux gens des groupes armés qui parlaient de dictature du prolétariat : *Il faut absolument critiquer, abandonner cette façon de voir la révolution...* Je n'ai jamais pensé que la défaite signifiait la fin de tout et j'ai toujours eu un grand mépris pour toute « nouvelle philosophie »... Mais pour celles et ceux qui y ont cru, le bilan du mouvement communiste historique est une catastrophe ! On a des amorces d'explication sur ce sujet. À mon avis, il y a une idée étatique de la transformation sociale qui est commune aux réformistes et aux «révolutionnaires» de type bolchevique : ils/elles pensent tous que l'État est l'instrument de la transformation sociale... J'ai toujours été critique par rapport à la clandestinité, mais aujourd'hui, si je critique le concept d'avant-garde, la forme (parti), a fortiori je critique le concept de l'avant-garde armée. Il y a eu des aberrations. Même si nous défendons après coup toutE militantE recherchéE par la police, nous n'avons vraiment rien à foutre des idéologies des gens qui font des procès dits «prolétaires» et prétendent exercer une nouvelle « justice populaire », pour faire un exemple.

**NR : La revendication d'une amnistie pour les prisonnierEs «politiques» a un côté corporatiste...**

**O :** C'est vrai, un côté enfermé dans une histoire de «génération»...

**NR : ...Un peu comme le phénomène soixante-huitard.**

**O :** On court toujours le risque d'être enferméE dans sa propre histoire. Mais, de toute façon, celle de la libération des prisonnierEs politiques est une question de solidarité, de responsabilité vis-à-vis des camarades de lutte. On a essayé de dépasser cette dimension — sans peut-être y parvenir — en faisant un discours contre la prison en tant que telle. Notre culture est abolitionniste. Mais ce n'est pas la peine de continuer à dire : « Toutes les prisons sauteront »; il faut aussi être pragmatiques. Par exemple, je trouverais très bien qu'on réexamine la question de l'abolition de la perpétuité, ce n'est pas réformiste, c'est dé la revendication ! Il faut distinguer entre le réformisme et la revendication...

**NR : Il y a peut-être moyen de forcer l'État à être « démocratique »...**

**O :** J'ai souvent discuté avec des copains d'*Arc-en-Ciel* sur le fait de conserver ce mot de «démocratie». À mon avis, il faut absolument échapper à tout fétichisme... La démocratie ne peut pas être une stratégie. Comme il y a le « socialisme réel », il y a la « démocratie réelle ». Il faut donc critiquer la démocratie quand elle est dépassée... Mais, selon les contextes, un mouvement peut lutter pour des espaces de liberté. Si tu te trouves au Chili ou en Pologne, tu peux même dire que le droit de grève ou d'expression est important !

**NR : Aujourd'hui, comment vois-tu tes choses par rapport à l'amnistie?**

**O :** Il y a un grand blocage... Je me trouve sur une position disons un peu plus radicale que des gens avec lesquelLes j'ai des liens d'amitié et qui appartiennent à l'ancien groupe fondateur des Brigades Rouges (comme Curcio. Moretti...). Ils/elles éprouvent une certaine euphorie, peut-être parce qu'ils/elles sortent du long tunnel de la clandestinité, ou de douze ou quinze ans de prison : ils/elles ont l'espoir d'une solution facile, alors que je suis assez pessimiste. Je pense qu'il faut essayer de retravailler le problème en commençant par de petites choses : constituer des cercles pour les libertés, contre la prison... Avec d'autres copains/ines, j'essaie de faire un journal, en Italie. Ce n'est pas une revue de propagande, mais un laboratoire de débats théoriques qui s'appelle *A/traverso*. On voudrait aussi sortir une feuille qui puisse faire de l'agitation sociale — par exemple sur un thème qui m'est cher : le revenu garanti... Peut-être que dans d'autres pays c'est une politique de régulation; mais en Italie, cela créerait un grand conflit. Une augmentation salariale peut parfaitement être souhaitée par le capital quand il se trouve dans une phase de keynésianisme; en d'autres occasions la même revendication peut avoir un autre impact... Alors, avec ce thème-là, il faudrait essayer d'être présent, par exemple, dans quelques secteurs des COBAS, les nouveaux comités de base

Je pense donc que la question de la relance de mouvements sociaux radicaux, autonomes et celle de l'amnistie vont de pair. Au point où on en est, seule une réponse positive à la première question peut nous faire espérer en un avancement vers la « solution de liberté ». La spécificité de la « lutte pour l'amnistie » se place dans le cadre d'une réflexion et une action plus globales.

Propos recueillis et retranscrits par Vanina, Lise et Fernando.



\* Les mots entre crochets et les notes proviennent de NR.

## NOTES :

1. Oreste Scalzone s'est réfugié en France après avoir été arrêté en Italie dans la grande rafle des militantEs de l'Autonomie ouvrière du 7 avril 1979 et inculpé d'association subversive, etc. Après avoir passé un an et demi en prison, il a été libéré suite à une grande campagne sur son très mauvais état de santé et a quitté l'Italie six mois après.

Il milite depuis l'âge de quatorze ans (il en a quarante et un) : en 1961, dans la Jeunesse Communiste; en 1966-1967, dans le mouvement de lutte anti-impérialiste; en 1968, il est un des leaders les plus connus du mouvement étudiant parce que les fascistes le blessent gravement à l'université de Rome; en 1969, il fonde avec d'autres Potere operaio, qui dure jusqu'en 1974, et est l'un des organisateurs des Comités communistes (composante de l'autonomie ouvrière).

En France, fin 1981, il s'est engagé dans la communauté des réfugiéEs italienNEs afin de faire passer l'idée du droit d'asile pour tous/tes sans distinction de la gravité des inculpations ou de l'appartenance idéologique. Il a mené une bataille très solitaire jusqu'à l'an dernier pour lancer une revendication d'amnistie en Italie. Il a animé le Groupe d'initiative contre la prison et pour l'amnistie, a contribué à la création de l'Association d'Entraide et de Solidarité des RéfugiéEs ItalienNEs en France (AESRIF) — soutenue par des militantEs emprisonnéEs ou libres, en Italie ou ailleurs. Aujourd'hui, il se considère comme communiste libertaire et participe au mouvement Droit d'asile — Urgence absolue ainsi qu'aux débats d'*Arc-en-Ciel*.

2. Avec l'évolution de la législation concernant les inculpations de « bande armée » et « association subversive » « pour faits de terrorisme », *un régime juridique différencié et spécial est apparu*, caractérisé par :

- Un renversement systématique de la charge des preuves : ce n'est plus l'autorité judiciaire qui prouve la culpabilité de l'accuséE, mais celui-ci qui doit démontrer son innocence.
- Une durée de l'incarcération préventive qui contraint les détenuEs à des années de prison.
- Une démesure et une extrême modulation des peines qui entraînent un degré croissant d'arbitraire, une situation générale d'incertitude du droit.
- L'introduction du critère de responsabilité pénale collective : chaque membre d'une hypothétique « bande armée » est tenu pour responsable des faits qui sont reprochés à cette bande.
- La pratique des méga-procès avec 1 200 inculpéEs pour tentative d' « insurrection armée contre les pouvoirs de l'État ».
- L'instauration d'un système de « primes » (loi sur les repentiEs), la remise de peine ou l'aggravation des sentences dépendant du comportement des accuséEs. La parole des « repentiEs » a par ailleurs beaucoup plus de poids que celle des autres inculpéEs, et des violations de la procédure pénale sont opérées pour rendre cohérents leurs « aveux ».

Le caractère hégémonique de la logique de l'État d'urgence atteint et vicie le cadre juridique dans ses racines les plus profondes... C'est pourquoi le droit d'asile a été réclamé pour et par des réfugiéEs politiques italienNEs. (Les conditions de détention et les cas de torture connus — sans compter la torture plus insidieuse des prisons spéciales — ont été dénoncés dans un rapport d'Amnesty International le 23 juillet 1983.)

Sur 841 inculpéEs ou condamnéEs pour terrorisme en février 1988, 523 (442 « rouges », 81 « noirs » d'extrême droite) sont encore détenuEs. Les lois d'urgence instaurées entre 1975 et 1982 restent en vigueur; mais des mesures prévues par la réforme pénitentiaire (Loi Gozzini) en 1986 ont créé des allègements divers : permis occasionnels de sortie, semi-liberté avec travail extérieur le jour et retour en cellule le soir ou arrêts domiciliaires.

3. Curcio (fondateur des Brigades Rouges emprisonné depuis treize ans; étranger à la stratégie de l'organisation depuis 1976, il l'a cependant assumée publiquement) et Moretti (dirigeant BR à l'époque de l'« opération Moro » et également détenu) ont écrit un texte en avril 1987 dans *L'Espresso*, puis ont reconnu en septembre que la lutte armée n'avait plus de raison d'être aujourd'hui. Ils veulent tourner la page sans devoir se renier, faire d'autocritique, et soulignent qu'il ne s'agit pas de demander à l'État un acte de pardon, mais un geste politique en accordant l'amnistie. Ils ont été rejoints par des détenuEs

dirigeantEs «historiques» BR tels que Piero Bertolazzi, Mauricio Iannelli ou Barbara Balzerani.

4. Le débat sur l'amnistie divise la Démocratie Chrétienne et même le Parti Communiste (le juge Ferdinando Imposimato, élu communiste, se déclarant par exemple pour)... Quant à l'«opinion publique», elle est toujours contre, selon les médias, mais après une émission TV sur RAI3, 54 % des téléspectateurs se sont récemment prononcés pour l'ouverture des prisons...

## Du « grand soir » aux révolutions moléculaires (suite)

*Le 4 juillet 1988, Radio Libertaire invitait deux camarades italiens, Gianni, récemment émigré en France, et Fernando, fils d'émigré, à retracer l'histoire du mouvement apparu en Italie autour de la revue Collegamenti. Voici un résumé de cet entretien.*

À l'origine, *Collegamenti* était un bulletin local rassemblant des collectifs d'usines, notamment de grandes usines milanaises telles que Siemens ou Pirelli. Le groupe qui le publiait avait vécu des expériences anarcho-syndicalistes. Vers 1968-1969, à Milan, des collectifs se référaient aux expériences de l'USI (Union Syndicale Italienne, organisation anarcho-syndicaliste créée au début du 20<sup>ème</sup> siècle et très active et influente jusqu'à l'avènement du fascisme – Note du CATS) et de l'anarcho-syndicalisme : c'est ce qu'on appelait l'Usibovisa — dont faisait partie Pinelli (2).

Le premier numéro de la revue est né juste avant le déclenchement du mouvement de 1977. Il avait un contenu très «opéraïste», ou plutôt «usiniste», puisqu'on se préoccupait beaucoup des problèmes de production et des luttes s'y rattachant.

Autour du noyau rédactionnel milanais gravitaient des groupes implantés un peu partout en Italie. Certains, comme à Turin, venaient plutôt de la gauche extraparlamentaire; d'autres, qui constituaient la majorité des rédactions locales, de milieux libertaires. La plupart étaient issus d'archinovistes qui avaient créé pas mal de problèmes, en 1973, à la FAI (3) et qui l'avaient quittée afin de constituer une nouvelle organisation. Celle-ci devait éclater sur la question de l'action de classe et de syndicat. Une partie, représentant le courant traditionnel du communisme libertaire, a fait de l'entrisme dans les syndicats; une autre a choisi de rester dans les luttes autonomes, à l'écoute des expériences qui se développaient.

Le côté le plus original et le plus intéressant de *Collegamenti* tient au fait que le cycle de luttes des années 70 a été suivi par elle de l'intérieur, directement et en pleine connaissance de cause.

Le premier numéro est sorti en mars 1977, au moment où un mouvement original se mettait en marche, à Rome, à Bologne, etc. Ce mouvement s'était déclenché dans les universités. Après la fac, les jeunes se retrouvaient le plus souvent chômeurs/euses; ils/elles faisaient de petits boulots pour survivre et pouvoir retourner à l'université. Pour eux/elles, il n'y avait pas de rupture entre la période passée à l'intérieur de l'université et celle passée à l'extérieur, puisqu'ils/elles ne pouvaient utiliser leurs diplômes sur le marché du travail. Autour d'eux/elles se sont rassemblés des prolétaires, notamment à Rome.

Ce mouvement a hérité de l'agitation déclenchée depuis 1968 dans les quartiers de Rome, les petites entreprises, les milieux du travail au noir. Il s'est exprimé dans la rue, n'ayant pas de lieu officiel où porter sa contestation, et il s'est trouvé rapidement confronté aux forces de l'ordre.

Le problème de l'autodéfense s'est posé dès le début, lorsqu'un groupe de fascistes a fait une descente à l'université de Rome et a tiré. Un camarade qui diffusait *Collegamenti* a été atteint et est resté paralysé... Cet événement a déclenché une série d'occupations et de manifestations à l'université.

### Dans l'Italie en lutte...

Il y avait un grand foisonnement d'idées, d'espoirs, de luttes, car c'était une période faste et imaginative. En même temps, la répression était féroce. On a beaucoup parlé de la lutte armée en Italie, mais sans dire qu'un grand nombre de camarades étaient obligés de partir armés aux manifestations... Le fameux P38, c'était de l'autodéfense, pas une stratégie. Les fascistes, la police, tous tiraient.

On a souvent eu tendance à confondre la nécessité d'une autodéfense du mouvement social et de ses

acteurs/rices avec la logique des groupes armés. Certains de ces groupes tentaient de couper l'herbe sous le pied du mouvement, parce qu'ils se focalisaient sur l'affrontement avec l'État, en tant que « direction du prolétariat » ou que porteurs d'un projet de société. D'autres pensaient simplement qu'il pouvait y avoir des raccourcis par rapport à la lutte sociale. Enfin, il y avait la logique propre aux acteurs/rices du mouvement, qui choisissaient d'assumer toutes les conséquences des luttes, y compris l'autodéfense, sans pour autant se poser le problème d'attaquer l'État. Celles et ceux-là considéraient qu'il fallait développer la lutte de classes sur l'ensemble du territoire national et européen, et il n'était pas question pour eux/elles d'en déléguer la responsabilité.

Ces différentes logiques sont apparues de façon évidente après l'enlèvement d'Aldo Moro, quand le mouvement a été criminalisé.

À chaque lutte, le syndicaliste de service arrivait et posait le problème de savoir dans quel camp on était. Et cela rendait pratiquement impossible le développement de logiques autonomes.

Une manif organisée à Milan dans le secteur des petites entreprises a été le dernier souffle d'un mouvement étouffé par l'action de l'Etat, des syndicats, et de tous ceux qui, ayant pris en main les organisations étatiques, ont placé les mouvements révolutionnaires sur la défensive.

Pour comprendre le développement de la lutte armée en Italie, il faut considérer le contexte dans lequel 68 s'est développé : d'un côté, une vague presque ininterrompue de luttes sociales — le Mai rampant — qui ont dégagé des idées nouvelles et les ont portées à la réflexion des milieux militants. D'un autre côté, une psychose du coup d'État à partir de 1969, de Piazza Fontana jusqu'à la moitié au moins des années 70. Durant cette décennie, on a dû se battre non seulement contre le capitalisme, mais aussi pour survivre. Problème partagé d'ailleurs par les communistes. Le Parti a longtemps gardé une double structure et une tradition semi-clandestine — ce qui explique que certains groupes armés aient, dans les milieux communistes, beaucoup de sympathisantEs.

Ce qu'on appelait l'« Autonomie Organisée » comptait des foyers à Milan, Padoue, Rome; à côté, il y avait une autonomie désorganisée.

Il existait deux niveaux d'Autonomie. Une Autonomie sociale qui s'exprimait indépendamment des syndicats, partis et organisations; et une Autonomie qui essayait d'entrer dans le jeu politique, celle des collectifs organisés qui se rapprochait d'une idéologie vaguement partidaire. La définition courante de l'autonomie comme « organisation unique », telle qu'elle ressort des actes de procès de Padoue, par exemple, c'est de la politique-fiction ! Des petits noyaux locaux se bagarraient; parfois, ils arrivaient à faire des choses ensemble, rien de plus.

Le phénomène important, c'était l'Autonomie Sociale. Elle nous a conduits à dépasser les petites bagarres traditionnelles des milieux libertaires de l'époque.

On a pensé que, s'il y avait une possibilité de reprise pour le mouvement libertaire, c'était par le biais de nouveaux cycles de lutte, à partir de conflits existants, et non tels que l'on aimerait qu'ils soient. Autrement dit, il fallait utiliser nos modèles et nos expériences du passé en tant que références, et non essayer de reproduire à l'intérieur d'une réalité profondément changée les modèles du passé, ceux des années 20. Il fallait réactualiser les principes de la Première Internationale : l'anti-autoritarisme, la libre fédération, l'autogestion, dans la pratique, de manière à ce que chacunE comprenne que cela peut exister...

## **La répression**

Au début des années 70, la répression en Italie a été très violente, mais elle était en fait à la mesure du potentiel de défense du mouvement qui devait croître jusqu'en 1977. À partir de là commence à se développer une logique qui aboutit à la crise du mouvement et au pourrissement de certaines luttes. À cette situation, une majorité de gens répond tout simplement par l'intégration; une minorité assez forte, par la drogue, l'oubli; une autre — assez importante aussi puisqu'on compte plus tard 5 000 à 6 000 prisonnierEs politiques — essaie de riposter dans une situation qui n'est plus maîtrisable de l'intérieur. La répression de l'État est parvenue à atteindre son but : diviser le mouvement, qui n'a plus eu la capacité de répondre.

L'État a été soutenu en cela par l'action des groupes armés, qui ont essayé de « mouiller » un maximum de gens avec l'espoir d'être mieux soutenus face à la répression, mais qui n'ont obtenu qu'une désolidarisation de la majorité du mouvement, puis plus tard le phénomène des « repentisEs ».

C'est à cette période que la répression s'est déchaînée, puisqu'elle n'avait plus personne en face. Des milliers de militantEs se sont retrouvés emprisonnés pendant des années, en attente de procès.

À cette même époque, un appareil juridique s'est mis en place pour criminaliser tous/tes celles et ceux qui bougeaient. Ce furent des années noires, pendant lesquelles il était très difficile de militer, d'exprimer clairement sa pensée tant par rapport à l'État que par rapport aux groupes armés (à un moment, dans les prisons, les BR se comportaient en petits dictateurs/rices par rapport aux autres prisonnierEs). Il était difficile de faire une critique ouverte, politique, d'entrer au cœur des questions — d'expliquer, par exemple, pourquoi il était idiot de tirer sur les jambes d'un petit chef alors que les ouvrierEs pouvaient l'isoler, exercer une forme de violence collective, gérée et assumée par tous/tes, plutôt que par un Robin des bois se donnant pour mission d'agir à la place des autres. C'était une logique infernale...

Il y a entre les années 20 et les années 70 une communauté de luttes : L'historiographie d'origine communiste impute la défaite du mouvement des années 20 à l'absence de parti révolutionnaire. Dans les années 70, ce parti existait — tout du moins plusieurs candidats étaient prêts à le fonder; mais l'absence de maturité des mouvements face au bouleversement général de la société les en a rendus incapables.

- Il existe aussi des similitudes en ce qui concerne la répression. Elle ne s'est pas exercée contre le mouvement quand il naissait, mais lorsqu'il a décliné...

Aucun petit groupe de jacobinEs ne peut pallier les défaillances des mouvements sociaux. Il faut assumer le fait qu'il n'y a pas toujours de solution; poser les questions en termes corrects au lieu de se risquer à donner de fausses réponses.

## **Le PCI...**

L'instabilité politique que caractérise l'Italie n'empêche pas sa grande stabilité du point de vue social et des composantes politiques. Même si celles-ci se bagarrent pour accéder au pouvoir, elles restent dans l'ensemble à leur poste de contrôle de la société — y compris le PCI, « ministère de l'Opposition ».

En 1977, c'est le maire communiste qui se fait le défenseur de l'État en appelant les tanks à Bologne pour contrôler la rue, face aux enragés qui remettent en cause la légitimité de l'État démocratique. Au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro par les BR, c'est le Parti Communiste qui constitue le pôle le plus intransigeant, refusant absolument de négocier.

Ce parti est exclu du pouvoir central; mais il participe au pouvoir local et, dans les années 70, il gère les plus grandes régions industrielles du pays, s'appuyant sur un vaste mouvement coopératif devenu aujourd'hui une entreprise possédant un certain nombre de petitEs actionnaires.

## **Les syndicats...**

En Italie, les syndicats avaient le rôle que l'on retrouve partout dans le monde — celui de gestionnaire de la force de travail — tout en se situant à mi-chemin entre une fonction de gestion et une capacité d'ouverture aux luttes de base.

Un des gros problèmes rencontrés, pendant la décennie 70, a été l'absence de coordination entre les différents secteurs en lutte. Les précaires, chômeurs/euses et marginaux/ales, en 1977; les luttes de la Fonction Publique, en 1978 et 1979, ont détruit l'appareil syndical et l'ont remplacé par un réseau d'assemblées et de collectifs autonomes, en particulier dans les hôpitaux. Ils ont dû affronter non seulement les syndicats, mais toutes les autres forces, du Parti Communiste au gouvernement.

Une troisième vague de revendications est survenue avec l'occupation de FIAT en 1980. Là, le syndicat a attendu un mois avant de déclencher une grève générale d'un jour. Or, pour que cette lutte puisse gagner, il fallait élargir l'ampleur de cette grève. Le syndicat s'est contenté de durcir le ton, de soutenir l'occupation de FIAT, d'envoyer Berlinguer faire un discours à Mirafiori (l'immense usine FIAT de Turin – Note du CATS), tout en sachant que les ouvrierEs de FIAT, à Turin, restaient isolés.

Dans les cycles de lutte assez importants qui se sont déroulés au cours de la dernière décennie, le syndicat a pu justifier son existence auprès du patronat en tant que gestionnaire et agent de contrôle des débordements éventuels. Ainsi, en 1983 et 1984, à propos de l'échelle mobile : des conseils d'usine et des comités autonomes ont pris des initiatives pour refuser l'attaque que lui portait le gouvernement. À ce moment-là, quelque chose d'apparemment très beau s'est passé : le syndicat — la CGL — a pris la tête de

la lutte et a déclenché une grève générale. Elle s'est traduite par une très belle promenade de printemps à Rome, une très belle kermesse et un très beau discours... ce qui a permis de noyer la lutte qu'avait entamée un réseau nouveau mettant en cause l'existence même du syndicat.

Lorsque le syndicat remarque que des luttes dépassent un certain niveau, qu'elles ne peuvent plus être contrôlées, il lance une initiative générale destinée à casser les initiatives particulières. C'est là qu'on voit sa véritable fonction en Italie, et quel rôle y jouent gauchistes et libertaires, utilisés au bout du compte pour le sale boulot de récupération des milieux constitués en organisations autonomes — comme les COBAS.

## **...puis les COBAS !**

Des Comités de base autonomes se sont créés et ont entamé des luttes. Peu à peu, tous les secteurs d'une profession ont bougé et se sont mobilisés ensemble. À ce moment, le syndicat, pour rattraper le terrain perdu, a laissé travailler les gauchistes traditionnelles qui sont allées voir les COBAS pour leur expliquer que, sans eux/elles, ils n'arriveraient jamais à leurs fins, et qu'il était nécessaire que quelqu'un négocie à leur place... La représentation en Italie est un problème : la loi-cadre sur l'enseignement public donne le monopole de la négociation aux syndicats, véritables appareils d'État parmi les travailleurs/euses.

Une fois le contact noué par les gauchistes entre COBAS et syndicat, le syndicat a repris à travers eux/elles l'initiative de la lutte. Ces gauchistes sont traditionnellement implantés dans les syndicats, où ils/elles ont un rôle institutionnel. Ainsi, la CGL est composée d'une majorité communiste, d'une grosse minorité socialiste et d'une petite minorité gauchiste (telle que Democrazia Proletaria ou ce qu'on appelle aussi Democrazia Conciliare) et libertaire. On critique souvent, notamment en France, l'attitude «antisindicaliste» assez répandue en Italie; mais il ne suffit pas d'être contre la lutte sociale, il faut aussi être contre l'attitude des syndicats face aux luttes autonomes.

## **La revue après les luttes**

*Collegamenti* avait commencé à analyser les luttes en utilisant une grille de lecture internationale. (Par exemple, dans la vague de luttes en milieu étudiant qui s'est produite en 1986, on retrouve certains éléments communs en Espagne, en Italie, en France... dans presque tous les pays de l'OCDE et dans plusieurs pays d'Afrique.) On a remarqué que des luttes dans des secteurs assez homogènes pouvaient poser des revendications de salaire sans remettre en cause la stabilité de l'emploi. Je reste sceptique quant à la possibilité, à court terme, de coordonner ces secteurs homogènes dans différents pays. Pour y parvenir, il faudra travailler dans les milieux qui se posent ce problème — en termes non de radicalisation des luttes, mais de leur élargissement et de leur extension sociale.

En 1980, à la fin du cycle de luttes, la rédaction de *Collegamenti* a vécu une crise avec l'effritement des collectifs qui l'avaient conçue et lui avaient donné vie. Elle a continué entre 1982 et 1983 avec des cahiers historiques, a organisé une rencontre sur l'emploi public avec des camarades d'Autogestion qui étaient d'un milieu anarcho-sindicaliste, en partie à la FAI. Ensuite, une petite feuille, *Wobbly* (surnom donné aux membres des Industrial Workers of the World, Travailleurs/euses industrielles du Monde, des « syndicalistes révolutionnaires » aux USA – Note du CATS), est apparue dans le milieu des travailleurs/euses précaires de Milan. Puis il y a eu une sorte de changement social dans l'équipe qui réalisait *Collegamenti*. En 1983 s'est organisée une rencontre entre le milieu des jeunes précaires qui produisaient *Wobbly* et une partie de l'ancienne rédaction de *Collegamenti* qui a donné naissance à *Collegamenti-Wobbly*. Ce n'était plus l'expression directe de groupes ouvriers, de collectifs liés aux entreprises, mais plutôt un ensemble de personnes ayant un bagage, une expérience, un point de vue sur la réalité et qui tentaient de remettre en question ensemble leurs analyses.

La seconde série de la revue est nettement plus théorique. Il y a eu des discussions durant deux ou trois ans sur des questions comme les concepts de lutte de classes, de composition de classe... utilisés couramment dans la seconde moitié des années 70. On a vérifié leur actualité en fonction de la persistance du conflit. On a un peu remis en cause l'idée qu'on ne pouvait rien faire dans cette société. On a redonné quelque espoir... Car même en l'absence de mouvements sociaux, il y a une persistance de la

conflictualité, un bouillonnement permanent dont on n'arrive pas toujours à saisir les pourquoi et les comment. On arrive parfois à comprendre — en ce qui concerne la vague de luttes des années 70, par exemple — que certaines choses se posent sur le plan international. Les liens directs ne sont pas très évidents, mais on a sous les yeux un processus qui se déroule sans qu'on ait toujours la capacité organisationnelle, politique, de l'influencer.

Propos retranscrits par Lise et Philippe.

## NOTES :

1. Collegamenti signifie «liens».
2. Anarchiste italien défenestré en 1969 par la police après l'explosion d'une bombe à Piazza Fontana.
3. Fédération Anarchiste Italienne.

